

**ARRÊTÉ RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
RUES DES RABATS ET DE LA MUTUALITÉ
LE MAIRE D'ANTONY**

Vu les articles R110-1 et suivants, R 411-21-1 et suivants, R417-10 et suivants du Code de la Route,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2213-1 et suivants,
Vu la délibération du Conseil Municipal d'Antony du 07 décembre 2023 fixant les tarifs des droits de voirie hors usage commercial pour l'année 2024,
Considérant les travaux de repérage amiante par l'entreprise ADX GCN pour le compte de GRDF,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : du jeudi 25 juillet au vendredi 9 août 2024, de 8h30 à 17h00, selon l'avancement et les besoins du chantier :

Rue des Rabats, au niveau de l'intersection avec l'avenue de la Division Leclerc (RD920) : le stationnement sera interdit et considéré comme gênant de part et d'autre de la voie. Au droit des travaux, la chaussée sera rétrécie et la circulation maintenue. Le cheminement piéton sera maintenu sur le trottoir sur une largeur de 1,40m.

La vitesse de circulation sera limitée à 30 km/h au droit des travaux.

A la fin du chantier, toutes les fouilles sur le trottoir et sur la chaussée devront être remblayées en enrobés à chaud.

Rue de la Mutualité, dans la section comprise entre les intersections avec la rue de Midi et l'avenue de la Division Leclerc (RD920) : le stationnement sera interdit et considéré comme gênant de part et d'autre de la voie. Au droit des travaux, la chaussée sera rétrécie et la circulation maintenue. Le cheminement piéton sera maintenu sur le trottoir sur une largeur de 1,40m.

La vitesse de circulation sera limitée à 30 km/h au droit des travaux.

A la fin du chantier, toutes les fouilles sur le trottoir et sur la chaussée devront être remblayées en enrobés à chaud.

Toutes neutralisations de stationnement ou implantation de zone de stockage et/ou d'une base vie fera l'objet d'une facturation d'occupation du domaine public.

ARTICLE 2 : un exemplaire du présent arrêté devra être apposé sur un panneau support lesté 8 jours avant le début des travaux à chaque extrémité du chantier ainsi que tous les 30 mètres au moins dans l'emprise du chantier et devra impérativement être enlevé à la fin des travaux. Tout affichage sur du mobilier urbain est interdit, en cas de non-respect de cette clause, la ville procédera à la remise en état au frais du ou des demandeurs du présent arrêté. La Police Municipale devra être avisée au moment de l'affichage de l'arrêté et dans la plage horaire 9h00-17h00 les jours ouvrés, en appelant le 01.40.96.72.00, afin qu'elle puisse constater leur mise en place.

L'entreprise ADX GCN :

- sera tenue d'assurer en toutes circonstances la sécurité et la continuité du cheminement piéton. Si les conditions du chantier le nécessitent, ce cheminement sera protégé de la circulation, éclairé et maintenu tout au long du chantier par la mise en place de passerelles ou de ponts piéton et de gardes corps ;
- évitera toute activité hors de l'emprise du chantier ;
- procédera à la mise en place avant le commencement des travaux de la signalisation, de la pré signalisation et des protections du chantier ainsi qu'à leur entretien de jour comme de nuit pendant toute la durée du chantier ;
- demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Les panneaux de signalisation devront être rétro réfléchissants de classe 2, lestés et parfaitement lisibles.

ARTICLE 3 : avant toute intervention sur le domaine public, l'entreprise ADX GCN sera tenue de transmettre le récépissé de sa DICT faite à GRDF et GRTgaz concernant cette intervention à voirie.dt@ville-antony.fr en indiquant la référence de l'arrêté noté en haut à gauche et commençant par AR/.

ARTICLE 4 : les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, il pourra être procédé à l'arrêt du chantier.

ARTICLE 5 : la Police Nationale, la Police Municipale et les Agents de Surveillance de la Voie Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

AMPLIATIONS

Mme La Commissaire chargée
de la circonscription d'Antony
M. Le Chef de Centre
des Sapeurs-Pompiers d'ANTONY
M. Le Commandant des Sapeurs
Pompiers de CLAMART
M. l'Officier du Ministère Public
M. Le Directeur Général des
Services d'Antony
Police Municipale d'Antony
Vallée Sud – Grand Paris
RATP
SEPUR
Direction des mobilités
Bièvre Bus Mobilités
ADX GCN
GRDF

Antony, le 15 juillet 2024

Jean-Yves SÉNANT